

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX 0,30 F

MERCREDI 18 FEVRIER 1976

Vive la lutte des travailleurs des bananeraies

La grève des travailleurs des bananeraies continue. Depuis le 4 février en effet la plupart des grandes plantations sont désertées par les travailleurs. Particulièrement les régions de Capesterre, Goyave et Petit-bourg sont touchées par la grève.

Les travailleurs veulent obtenir une augmentation de salaire qui leur permettrait de toucher comme salaire de base l'équivalent du salaire minimum de croissance (SMIC).

Ce salaire devrait être de 51 f 54 pour une "journée" ou pour une tâche.

Mais c'est précisément sur ce point que les patrons ne veulent pas céder. Ils veulent, si les salaires augmentent et deviennent l'équivalent du SMIC que les conditions de travail deviennent plus dures.

Actuellement le travail se fait de la manière suivante dans la Banane : certains travailleurs font des tâches, d'autres sont à la journée. La longueur de cette journée est de 6 heures. Cela a cause des conditions particulièrement difficiles du travail agricole. Mais cette journée de six heures doit être payée HUIT heures par les patrons.

Le travail a été ainsi organisé depuis des années en agriculture. Ce sont les patrons eux-mêmes qui voulaient du travail à la tâche. Car c'est un moyen de faire travailler plus et plus vite les ouvriers agricoles. Donc ils y trouvent leur compte et réalisent ainsi des profits considérables.

Aujourd'hui ils veulent changer ces conditions et imposer le paiement à "l'heure effective". C'est à dire ne prendre en considération que le nombre d'heures effectuées par les travailleurs. Cela aurait pour conséquence une baisse de ce que les travailleurs touchent pendant une "journée". Ou alors il leur faudrait pour un salaire horaire très bas, 6 f 44, travailler huit heures.

Mais les travailleurs des bananeraies ne sont pas décidés à céder là-dessus. La grève est totale. Et des piquets de grève très vigilants sont mis sur pied pour convaincre les hésitants. Chaque soir des centaines de travailleurs se réunissent en assemblée générale pour faire le point sur le déroulement du mouvement et décider de ce qui doit être fait le lendemain.

Les dispositions pratiques y sont prises et les discussions vont bon train sur le résultat des négociations avec les patrons.

Ceux-ci ont dernièrement durci leur position et certains patrons caressent l'espoir que la faim poussera les travailleurs à reprendre sans conditions. C'est-à-dire à capituler. Il s'agit là évidemment d'un espoir sans fondement. Car cette épreuve de force que les patrons ont voulu consciemment, les travailleurs devront la gagner. Car les meilleures conditions sont remplies pour cela.

Par ailleurs la solidarité avec les grévistes commence à se manifester. C'est ainsi que les enseignants du CES de Capesterre ont pris position en faveur des grévistes et ont fait une collecte pour les soutenir. Le comité des chômeurs de Capesterre a lui aussi exprimé sa solidarité et, chaque jour, apporte un soutien réel aux grévistes. Les élèves du CET de Capesterre eux aussi font de même.

Mais la solidarité doit s'exprimer d'une manière encore plus large. Tous les travailleurs de la Guadeloupe doivent se sentir concernés par cette lutte des ouvriers agricoles de Capesterre.

La forme la meilleure qui pourrait prendre la solidarité à l'égard des grévistes de la Banane serait encore que les travailleurs d'autres secteurs posent aussi leurs revendications, contraignant ainsi les patrons de la Banane et d'autres secteurs à la défensive.

Déjà les travailleurs des usines à sucre vont commencer à se mobiliser et feront grève le mercredi 18 pour leurs propres revendications. Eh bien, dans d'autres secteurs aussi il y a des raisons d'être mécontents ! Dans d'autres secteurs les travailleurs ont des revendications à présenter.

De la lutte de tous ces travailleurs pourrait sortir une offensive contre laquelle les patrons ne pourraient pas grand chose, sinon céder.

Travailleurs de toute la Guadeloupe ceux des plantations de bananiers nous donnent l'exemple.

Suivons la voie qu'ils ont ouverte !

Directeur de Publication M.E. ZOZOR
Commission paritaire N° 51 728
Correspondance : BP 214 P.A.P. BP 386 FDE
3^e supplément au mensuel N° 58

L'occupation du centre de transfusion sanguine par la préfecture

L'administration joue avec la vie de la population. Après avoir fait occuper le centre de transfusion sanguine par la police, la préfecture est actuellement à la recherche d'une solution. C'est ainsi que la Croix-rouge affirme vouloir la survie du CTS et fait appel pour recruter du personnel afin de collecter et analyser du sang à la Martinique.

Bien entendu ce n'est qu'une manière déguisée de licencier définitivement le personnel du CTS. Mais les risques encourus par la population sont graves. Car mettre de manière même provisoire un tel type de service sur pied demandera beaucoup de temps et pourra occasionner ce qui n'est pas arrivé pendant la grève du CTS c'est-à-dire, mort d'homme. Car à tout moment, il peut manquer du sang.

C'est donc un choix délibéré qu'a fait le préfet dans le but de briser la grève. NOIROT-COSSON a préféré mettre en jeu la santé des martiniquais plutôt que donner satisfaction aux grévistes qui réclamaient la garantie de l'emploi et le départ du directeur et du chef de service qui n'arrêtaient pas de les mépriser.

Ainsi l'administration montre-t-elle le peu de cas qu'elle fait de la santé de la population. Il est plus facile pour elle de faire appel à la police et de mettre à la porte une demi-douzaine d'employés en grève que de se donner la peine de régler le problème.

Les syndicats semblent vouloir bouger dans cette affaire. Un tract a déjà été diffusé par la CGTM appelant la population et les travailleurs de la santé à se mobiliser. En effet, se battre contre la mesure de fermeture du CTS, exiger sa réouverture et donner satisfaction aux grévistes c'est là la seule manière de faire reculer la préfecture colonialiste.

Maison de l'Enfance: PRIMES DE RENTREE SCOLAIRE : un retard inadmissible.

Nous sommes en février, l'année scolaire est à moitié écoulée, et cependant plusieurs d'entre nous attendent encore que les fameuses primes de rentrée (250 F et 125 F) leur soient ver-

(Suite au verso)

MARTINIQUE

SENGHOR: Poète mais surtout valet du colonialisme

Senghor a quitté la Martinique et s'est envolé vers la Guadeloupe, où il est arrivé lundi.

Mais de son séjour à la Martinique, qu'avons-nous vu ? Une intense campagne de propagande magistrale ment orchestrée par la Préfecture qui a su utiliser à fond la "négritude" et la personnalité de poète et de chef d'Etat noir de Senghor pour servir la politique du pouvoir colonial français. Car en effet, derrière les discours, les proclamations et l'exaltation de l'homme noir, c'est bien le colonialisme français qui tire les ficelles pour faire s'agiter devant les masses antillaises ce pantin, "chantre de la négritude", mais aussi de la "francophonie".

Et le but poursuivi était clair : chanter les louanges de la "France éternelle" et vanter les liens coloniaux qui rattachent la Martinique à la "mère-patrie".

Et si le président du Sénégal se prête à ce rôle de larbin, c'est qu'il sert effectivement les intérêts de l'impérialisme français en Afrique. Car celui-ci, malgré l'accession à l'indépendance de

ses anciennes colonies, y conserve de puissants intérêts pour lesquels il lui faut des défenseurs locaux du type de Senghor.

Et Senghor, bien que poète et homme de lettres, est avant tout un dictateur sanglant qui maintient les masses laborieuses de son pays sous le joug d'une exploitation et d'une répression féroces.

Une raison de plus pour les travailleurs antillais d'être méfiants envers cette gauche, progressiste ou communiste qui se reconnaît dans un homme qui emprisonne des militants communistes et assassine des opposants à son régime comme ce fut le cas pour Diop Blondin en 1973.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser prendre au piège de la solidarité de race, car quelle que soit sa couleur la bourgeoisie que représentent Senghor, Giscard ou Césaire n'a jamais d'autre but que d'écraser la classe ouvrière.

Ce qui unifie les travailleurs, ce n'est pas la couleur de leur peau, mais leur situation d'exploités et la lutte qu'ils ont à mener ensemble, de par le monde, pour rompre les chaînes de l'exploitation.

MARIE-GALANTE

MESURES RÉPRESSIVES AU CET DE GRAND-BOURG

Depuis la grève, qui s'était déroulée en décembre et qui avait permis aux élèves d'obtenir un minimum de matériel, la direction a tenté de reprendre les choses en mains. L'attitude faussement libérale d'avant la grève a fait place à la rentrée à une politique de répression. Désormais, pour un oui ou pour un non, on renvoie les élèves chez eux pour plusieurs jours, avec menace d'expulsion définitive. C'est ainsi qu'un élève a été renvoyé 8 jours pour s'être assis sur une table.

On tente maintenant de faire du CET une véritable caserne. La sortie de l'établissement sera désormais interdite pendant les récréations. Cela aboutit à priver les élèves de toute nourriture le matin, car beaucoup viennent de la campagne et prennent le car à six heures, sans pouvoir acheter du pain : or, il n'y a dans le CET ni bar, ni cantine.

Pour appliquer ces mesures, la direction a fait fermer la porte d'entrée

MAISON DE L'ENFANCE : UN RETARD INADMISSIBLE (suite)

sées ! Nous savons certes que ces primes constituent une mesure démagogique de la part du gouvernement giscardien, qui veut se donner ainsi une apparence "sociale". Nous savons que ce n'est pas avec 250Fr que nous pourrions nourrir et équiper nos enfants pour une année scolaire.

Mais si on nous verse cet argent, ce n'est pas un cadeau. Ce n'est qu'une petite partie de ce que l'Etat nous vole, en nous payant insuffisamment et en nous imposant.

Cet argent qui nous est dû doit nous être payé immédiatement.

et installer une sonnerie : les retardataires seront condamnés à rester dehors.

Le système est en principe entré en vigueur depuis lundi 16. Mais le mécontentement est grand parmi les élèves, et il se pourrait fort qu'ils n'acceptent pas ces mesures répressives.

Rivière-Salée

LE CANDIDAT DE L'ADMINISTRATION COLONIALE BATTU

Dimanche dernier ont eu lieu les élections municipales à Rivière-Salée.

St-Prix, candidat UDR, était opposé à Elisabeth, candidat "de gauche" sans étiquette. Et pour la 4ème fois, St-Prix, ce valet du colonialisme, était battu à plate couture.

Rappelons que St-Prix avait pu, bénéficiant du concours de la justice, obtenir l'annulation de ces élections à deux reprises. Mais tous ces appuis n'ont pas empêché le docteur de subir une dernière défaite, qui s'ajoutant à celle des cantonales de 73, constitue une belle collection, si ce n'est une correction. St-Prix l'éternel battu, osera-t-il encore solliciter les suffrages de la population de Rivière Salée ? C'est la question qu'on est en droit de se poser. En tous cas, la défaite de dimanche dernier est bien la preuve que les Saliens vomissent ce réactionnaire invétéré. Il faut reconnaître au Dr St-Prix une certaine continuité dans l'adversité, qui à défaut de lui procurer une sinécure, pourra au moins faire de lui un collectionneur de vestes.

GUADELOUPE

LES TRAVAILLEURS DES USINES ENGAGENT LA LUTTE

Les travailleurs des usines de Grosse-Montagne, Darboussier et Blanchet ont décidé de se mettre en grève le mercredi 18 février.

Plusieurs réunions paritaires tenues à Basse-Terre entre représentants de la C.G.T.G., de l'U.T.A., de la C.F.D.T. et des représentants patronaux, n'ont en effet abouti à aucun accord.

Rappelons que les revendications des travailleurs des usines sont les suivantes

- 20% d'augmentation de salaire,
- révision de la grille hiérarchique,
- paiement de tous les rappels dus par les employeurs des augmentations successives du SMIC.

Toutes ces revendications se heurtent à un refus patronal systématique. Et c'est devant l'attitude obstinée des patrons qu'à l'appel de la CGTG les travailleurs industriels seront en grève pour 24 heures mercredi 18.

Les travailleurs ont raison et plus ils seront nombreux à joindre la grève, plus leur avertissement sera entendu par ceux auxquels il est destiné : les capitalistes usiniers.

Bien sûr, 24 heures de grève ne suffiront pas à faire céder les patrons. Ceux-ci ont bien montré qu'ils sont décidés à ne rien lâcher. Ils sont décidés à se battre pour défendre jusqu'au dernier centime de leurs profits exorbitants.

Alors les travailleurs doivent montrer mercredi qu'ils sont prêts à se battre, eux aussi.

Ils n'ont d'ailleurs pas le choix.

Ou bien l'obstination patronale sera brisée, ou bien les travailleurs verront s'aggraver encore dans les mois qui viennent leurs difficultés et leurs problèmes.

ABONNEZ-VOUS
AU MENSUEL.

FORT-DE-FRANCE

A Top 13 heures : les dernières marie-âneries

Ridiculisé par la gauche, chahuté par les étudiants, le sénateur-fantôme, Marie-Anne, récidive sur FR3 avec le concours bienveillant de SUHAS, excellent dans son rôle de faire-valoir.

En effet, les auditeurs ont dû subir pendant une bonne demi-heure "des propositions pour moderniser, rééquilibrer et développer la Martinique. Excusez du peu !!!

L'essentiel du projet de M. Marie-Anne consiste à augmenter les taxes à la consommation pour créer un marché de gros et une cité artisanale, proposition qui, réalisée, ne pourrait pas manquer d'augmenter le coût de la vie.

Mais écoutez-le, il est intarissable : "et je crée des emplois, et je supprime l'inflation..."!!!

Il se veut si convaincant qu'on le croit presque.

A d'autres, monsieur Marie-Anne. Votre réveil soudain n'est dû qu'à la proximité des cantonales.